



VAINCRE le chômage et la précarité

n°99 > février 2015

Lettre du comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires

L'espérance

*L'Espérance ne viendra jamais
qu'aux yeux brûlés,
aux yeux perdus.*

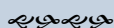
*L'Espérance ne viendra jamais
qu'à ceux qui ne l'attendaient plus.*

*Elle viendra pieds nus, à tâtons,
comme un boiteux
qui se met à danser,
comme un aveugle
qui se prend à voir,
comme un sourd
qui, d'un seul coup, entend.*

*L'Espérance viendra
comme un matin frileux,
comme un soleil
encore dans son nuage.
Elle entrera non par la grande
entrée des artistes
mais par le petit
escalier des machinistes.*

*Elle portera son vêtement
des commencements
et ses yeux de poème,
ses deux mains de tous les jours,
ses pleines mains de la réalité.*

*L'Espérance ne nous apportera pas
ce que nous espérions
mais ce que nous n'espérions plus.
Elle viendra comme une étincelle,
un enfant prodigue au moment
que j'attendais le moins.
Sa bouche ne sera
qu'une parole grande ouverte
comme le tombeau d'un ressuscité.*



Jean Debruyne

Le temps d'une marche, immense, digne. Improbable puisque regroupant des contraires : personne là ne renonçait à ses convictions politiques et religieuses, mais il y avait un au-delà de ces clivages quotidiens. Sans doute une grande partie des présents ne goûtait pas l'ironie parfois méchante des caricaturistes, mais on ne massacre pas pour un dessin ni pour aucune autre raison, il n'y avait sur ce point aucune divergence. Et puis, nous sommes citoyens d'un pays qui ne badine pas lorsqu'il s'agit de la liberté de la presse : cette liberté peut

être irresponsable et mettre des individus ou des institutions en danger ; il faut assumer un héritage, une histoire particulière, la nôtre. Il y avait, ce dimanche 11 janvier, un moment où la majorité habituellement silencieuse a su passer au-delà des oppositions habituelles au nom de la vie et d'une fierté nationale. Il a fallu un massacre pour qu'elle paraisse au jour, sans doute aussi une certaine habileté politique et médiatique, mais cette large unanimité n'a pu s'inventer en une semaine, elle était déjà là, souterraine, silencieuse et largement sous-estimée. Nous sommes donc capables d'être ensemble. Un bémol toutefois, le peu de présence « des quartiers », où réside une population qui n'a pas encore intégré jusque dans ses racines l'histoire si particulière qui est celle de France, sa perception si singulière de la laïcité et de sa liberté d'expression.

Et maintenant ? Il nous faudra tout d'abord subir des contrôles plus fréquents, une surveillance dont chacun se passerait bien. Tout cela a un coût et nous sommes prêts à l'accepter. Ainsi, nous nous découvrons moins fermés sur nos habitudes, moins accrochés à nos privilèges lorsque l'enjeu en vaut la peine.

Nous sommes capables de renoncer à notre égoïsme érigé en système pour nous retrouver ensemble, jusqu'à défendre des institutions policières habituellement qualifiées d'oppressives et liberticides. Nous sommes capables de bouger même par surprise, de l'assumer, voire d'en être fier.

*La confiance
retrouvée ?*



Gérard MARLE

Il se trouve que c'est pour la sécurité et non pour l'emploi que nous avons accepté de nous bouger, de nous retrouver au-delà des guerres de tranchée qui caractérisent habituellement le climat social, et qui paralysent la

vie économique. Dans sa lettre au Président de la République, le Collectif Alerte (cf. page 3) note que le grand souffle qui fut au départ des plans contre l'exclusion s'est peu à peu dilué et a laissé place à la défense des intérêts catégoriels. Ce dimanche a laissé entrevoir que nous pouvons choisir de nous serrer les coudes. Alors, pour l'emploi aussi ?

*« Il est important de sortir d'un double déni. Le déni de la société française, qui a une explication culturelle ou religieuse à ces attentats et qui refuse de se poser la question de ce qu'elle a raté au cours de ces trente ou quarante dernières années. Le déni des musulmans qui disent que cela n'a rien à voir avec l'islam. Ceux qui disent cela sont dans le déni. »**

L'absence des quartiers en ce moment rare d'unanimité nationale s'explique donc aussi par notre échec social. Malgré les très fortes sommes qui, tous gouvernements confondus, ont été déversées sur « les quartiers », le taux de chômage des jeunes n'y a pas bougé, il approche les 50%. Les inégalités se sont même creusées. Et si nous osions croire en eux ?

* Rachid Benzine, La libre Belgique, édition nationale, 14 janvier 2015

Données générales

Population ⁽¹⁾	65 821 000
Produit intérieur brut 2013 ⁽²⁾	2 060 Mds €
Budget de l'Etat 2014	370,5 Mds €
Solde budgétaire 2013 ⁽²⁾	- 71,9 Mds €
Dette publique ⁽³⁾	2 024 Mds €
Taux des obligations publiques à dix ans ⁽⁴⁾	1,26 %
Euro en dollar américain ⁽⁴⁾	1,27
Solde du commerce extérieur ⁽⁵⁾	- 59,1 Mds €
Inflation ⁽⁶⁾	0,5 %

Sources : Insee et Banque de France

1. Au 1^{er} janvier 2014.
2. En milliards d'euros courants.
3. 2^e trimestre 2014, en milliards d'euros courants.
4. Octobre 2014, moyenne mensuelle.
5. Septembre 2014, solde sur les douze derniers mois des échanges de marchandises FAB/FAB, y compris matériel militaire.
6. Octobre 2014, en glissement sur douze mois.

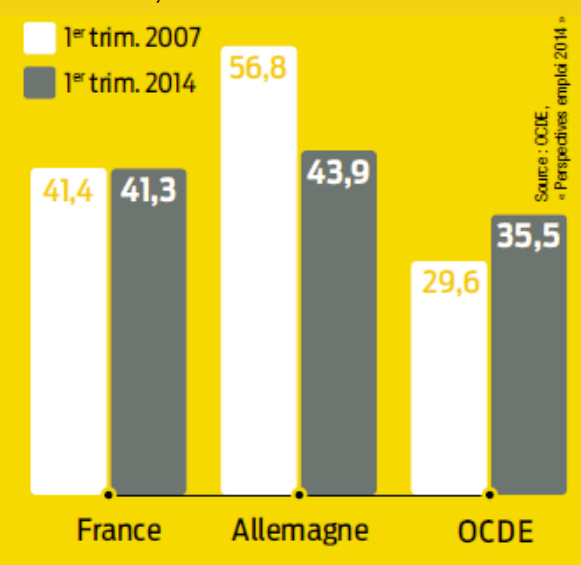
Emploi

Smic mensuel brut ⁽¹⁾	1 445,38 €
Emploi total ⁽²⁾	26 437 000
Variation de l'emploi salarié marchand ⁽³⁾	- 34 100
Taux de chômage ⁽⁴⁾	9,7 %
Taux de chômage des moins de 25 ans ⁽⁴⁾	22,8 %
Nombre de demandeurs d'emploi ⁽⁵⁾	3 696 900
Nombre total de demandeurs d'emploi ⁽⁶⁾	5 431 500
Chômeurs depuis plus d'un an ⁽⁶⁾	2 363 800
RSA personne seule y c forfait logement ⁽¹⁾	499,31 €

Sources : Insee, ministère de l'Emploi et Cnaf

1. Au 1^{er} janvier 2014.
2. Au 2^e trimestre 2014, France entière.
3. Au 3^e trimestre 2014, France entière.
4. Au 2^e trimestre 2014, France métropolitaine.
5. Septembre 2014, catégorie A (hors activité réduite), France entière.
6. Septembre 2014, catégories A, B, C (hors demandeurs d'emploi non tenus à des actes positifs de recherche d'emploi), France entière.

Part des chômeurs de longue durée parmi l'ensemble des chômeurs, en %



Le chômage a poursuivi sa hausse en octobre 2014

5 154 200
demandeurs d'emploi

+0,8%
en
octobre

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) s'établit à 3,46 millions, soit 28 400 personnes de plus qu'en septembre (+0,8%).

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (catégorie B) au cours du mois baisse de 0,7% et augmente de 0,3% pour les catégories C (activité réduite longue).

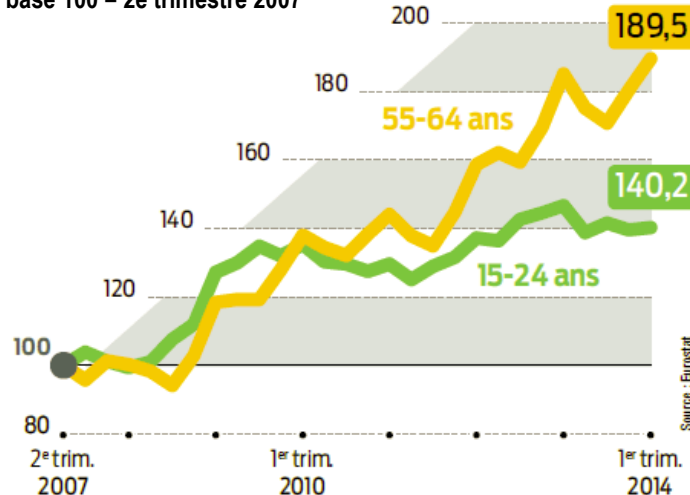
Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B et C s'établit à 5 154 200 en France métropolitaine. Ce nombre augmente de 0,5% au mois d'octobre et 5,6% sur un an.

Jeunes et seniors découragés

Le chômage des jeunes reste dramatiquement élevé dans les pays du sud de la zone euro, même si la France s'en sort un peu mieux, notamment grâce aux emplois aidés. Parallèlement, le découragement, le choix de prolonger les études, voire l'émigration, expliquent que de moins en moins de jeunes s'inscrivent comme demandeurs d'emploi.

Les seniors ne sont pas mieux lotis. Les départs anticipés, des dispositifs d'indemnisation du chômage plus favorables aux plus de 50 ans, le manque de formation aux nouvelles technologies et le niveau de salaire calqué sur l'ancienneté pénalisent les seniors qui cherchent à retrouver un emploi.

Evolution du nombre de chômeurs dans la zone euro, base 100 = 2e trimestre 2007



Graphiques et données chiffrées d'après Alternatives économiques décembre 2014 et hors-série octobre 2014



regroupe 38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

ALERTE a participé à la conférence sociale de juillet 2014.

Cette lettre au Président de la République s'en fait l'écho.

Extraits.

Monsieur le Président de la République,

Le 7 juillet dernier, entendant l'appel du collectif Alerte formulé lors de l'ouverture de la grande conférence sociale pour l'emploi par Louis Gallois, président de la FNARS, vous avez bien voulu reprendre notre souhait d'une mobilisation collective contre le chômage de longue durée. [...]

Comme Monsieur le Premier Ministre nous l'a demandé à l'issue de la Conférence Sociale, nous avons depuis entamé un travail important d'échanges avec les partenaires sociaux et le Ministre du Travail et de l'Emploi, pour incarner cette mobilisation dans des mesures concrètes et puissantes. Ces travaux touchent à leur fin : un plan d'action national de lutte contre le chômage de longue durée doit être annoncé avant la fin du mois de novembre. Nous craignons que ce plan n'atteigne pas son but, faute d'une clarté dans l'objectif. Sous l'effet des préoccupations de chacun, nous avons en effet vu ce rassemblement des énergies disparaître progressivement, et être remplacé par des discussions portant sur des mesures ponctuelles qui ne peuvent créer une réelle mobilisation des acteurs sociaux et politiques.

Pour les acteurs du Collectif Alerte, l'objectif est d'ouvrir beaucoup plus largement la porte des entreprises aux personnes en difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Pour cela, il faut que les entreprises puissent participer plus largement aux politiques mises en œuvre et aux moyens fournis pour atteindre cet objectif ambitieux.

Il nous semble indispensable de redire que ces personnes ont vocation, après un accompagnement adapté, à retrouver le chemin d'un emploi durable. Si cette perspective n'est pas réaffirmée, toutes les mesures envisagées apparaîtront comme un ensemble hétéroclite sans portée réelle.

Une mobilisation de tous pour l'accès à l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi est pourtant plus que jamais nécessaire et complémentaire des chantiers que vous avez lancés. La démarche de négociation interprofessionnelle et d'action volontariste de l'Etat appliquée à la sécurisation de l'emploi et à la formation professionnelle a produit des effets amples et structurels. La lutte contre l'exclusion de l'emploi doit bénéficier de cette méthode.

C'est par cette méthode que l'on pourra donner vie à la réforme de la formation professionnelle en orientant fortement et rapidement les moyens de formation pour les personnes éloignées de l'emploi. C'est par cette méthode qu'il sera possible de déployer les outils d'aide au recrutement, d'alternance et de tutorat du couple employeur/employé qui ont fait leurs preuves sur les territoires depuis plus de 20 ans. C'est par cette méthode que les innovations locales et partenariales créant des emplois pourront réellement essaimer et compléter vos mesures macroéconomiques.
[...]

François SOULAGE
Président d'ALERTE

L'Europe desserre un peu l'austérité.

310 milliards d'euros,
C'est le montant prévu pour financer les investissements nouveaux en Europe.

Les créations d'entreprises progressent de 1% en novembre 2014.

Cette nouvelle augmentation du nombre des créations d'entreprises, après une hausse de 0,5% en octobre, intervient après une baisse de 1,2% en septembre selon les chiffres de l'Insee. En prenant en compte les auto-entrepreneurs (plus de 50%) 46 338 entreprises ont été créées en novembre 2014.

L'Unedic prévoit que le chômage progressera encore cette année en

France, le nombre de demandeurs d'emploi augmentant de 182 000 dans les catégories A, B et C.

L'organisme gestionnaire de l'assurance chômage prévoit que le déficit de cette dernière augmentera cette année pour atteindre 4,4 milliards d'euros, après les 3,9 milliards en 2014.

La dette de l'assurance chômage atteindrait 25,9 milliards d'euros cette année.

Pour rappel, moins d'un chômeur sur deux relève de l'assurance chômage.

10% des salariés
sont exposés à au-moins trois facteurs de pénibilité.
C'est le cas pour 27% des ouvriers qualifiés et 23% des intérimaires.

« LE TRAVAIL EST CE QUI TIENT LES INDIVIDUS ENSEMBLE »

La philosophe Dominique Méda,

professeur de sociologie à Paris-Dauphine, ancienne directrice de recherches au Centre d'étude de l'emploi, constate que la réalité de subordination dans le travail se heurte de plus en plus aux aspirations de réalisation de soi.

Article paru dans le journal La Croix du 28 août 2014

Recueilli par Antoine Peillon

La Croix : Le travail, pur moyen de production ou situation principale de socialisation ?

Dominique Méda : Une des significations du travail, proposée au XVIII^e siècle par Adam Smith, est que le travail est certes de la peine et de la souffrance, mais qu'il me libère aussi, parce que je ne suis pas obligé de donner la totalité de mon corps comme le faisait l'esclave. Le travail contractualisé permet qu'une partie



Le travail est cette puissance qui fait que je rends le monde humain et que je m'humanise moi-même. »

de ma fatigue, de ma peine, soit transformée en revenu : je peux échanger une partie de mon activité contre cet é q u i v a l e n t universel qu'est l'argent.

Une autre couche

de signification très importante sera ajoutée un siècle plus tard, au XIX^e siècle : c'est par le travail que je modèle complètement le monde dans lequel je me trouve, que je le transforme radicalement, et que je me transforme moi-même.

C'est une idée qui a été portée par exemple par toute la philosophie allemande du XIX^e siècle : l'homme est cette puissance qui (re)crée le monde, d'une certaine manière, et se transforme ainsi également lui-même par le travail. Le travail est cette puissance qui fait que je rends le monde humain et que je m'humanise moi-même. Le travail est véritablement l'essence de l'homme.

Le travail est-il aussi facteur de solidarité et de protections sociales ?

D. M. : Dans la société salariale, qui commence à se construire dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le travail devient mon apport à la production, au fonctionnement social, dont je vais retirer une rétribution, mais une rétribution élargie : un salaire et aussi des protections.

En contrepartie de mon travail, je tiens une place dans la société, j'obtiens de la reconnaissance, des droits, un revenu, des protections. Je m'extrait de la toute-puissance du marché.

Ces différentes significations du travail ne sont-elles pas contradictoires ?

D. M. : Aujourd'hui, ces différentes significations, en effet contradictoires, coexistent. Le travail, c'est à la fois un facteur de production (là, c'est le résultat qui compte, peu importe la nature de l'activité), l'essence de l'homme au sens où je vais humaniser le monde et lui donner forme humaine (ici, ce qui importe c'est la manière dont l'activité permet d'exprimer ma singularité et mon humanité) et le support des revenus, des droits, des protections.

Nous sommes donc bien aussi héritiers de l'idée d'Hegel et de Marx : le monde, c'est la nature, et toute l'histoire de l'homme est la transformation radicale, l'humanisation de cette nature. Le travail c'est d'une certaine manière la vocation de l'homme : Hegel dit très clairement qu'il faut détruire, anéantir la nature, pour mettre de l'humain à la place. C'est intéressant, si nous voulons intégrer aujourd'hui la question de la nature, la question de l'écologie, dans notre réflexion sur le travail.

Le travail n'est-il pas de plus en plus espéré comme lieu du lien social ?

D. M. : Oui, bien sûr, et cette idée est déjà présente dans la toute première formalisation du travail par John Locke (1632-1704) ou Adam Smith (1723-1790). Quand Adam Smith pense le travail comme créateur de richesse, il est fasciné par le fait que le travail tient les individus ensemble, et qu'il les tient même très fermement liés. Les individus sont tournés vers la production, ils essaient de produire le plus possible, ce qui est le nouvel objectif des sociétés occidentales à partir de la révolution industrielle anglaise du XVIII^e siècle, et le travail est aussi divisible.

Il est donc possible de compter ce que chacun apporte à la production et mérite comme rétribution. Cela crée un ordre très solide, et une métrique de l'ordre social. Le travail est aussi ce qui tient les individus ensemble, car pour fabriquer une chemise, il a fallu le concours de milliers de personnes, nous dit Adam Smith.

Pour lui, ce qui importe finalement dans le travail, c'est bien cette fonction de lien que les sociologues du XIX^e comme Durkheim mettront également au premier plan : pour Durkheim, le travail est au fondement de la





cohésion sociale, il exerce une fonction morale. Mais la socialisation est une dimension absolument centrale du travail dès le XVIII^e siècle.

Cela se confirme donc, par la suite ?

D. M. : Au XIX^e siècle, époque des révolutions, on s'interroge toujours sur la façon dont les hommes peuvent être bien tenus ensemble, comment ils peuvent faire société. Avec le travail, les philosophes de l'époque tiennent une sorte de mécanique dont on est sûr qu'elle va assurer la stabilité de l'ordre social.

Au XVII^e siècle, Hobbes (1588-1679) proposait un pouvoir politique transcendant, à travers la figure célèbre du Léviathan. Adam Smith remplace le tyran, comme puissance d'ordre, par le travail. Il y a cette idée que le travail va permettre de régler la société de façon quasiment automatique. Par le travail, les hommes sont obligés de se tenir les uns les autres, tous tendus vers l'objectif de la plus grande production possible.

Cette « tenue ensemble » des hommes paraît bien utilitariste...

D. M. : Paradoxalement, c'est lors de la révolution industrielle du XIX^e siècle, alors que le paupérisme et la misère ouvrière atteignent leur comble, que des philosophes comme Hegel ou Marx présentent le travail comme étant le moyen de la réalisation de soi. Comme s'ils produisaient un idéal d'émancipation pour permettre d'oublier les conditions épouvantables de vie. Marx écrit, en 1844, que lorsque le salariat aura été aboli, le travail produira véritablement une œuvre. C'est-à-dire que le travail sera alors une pure expression de ce que je suis. Le lien social se traduit alors par le partage de ce que nous sommes très profondément les uns et les autres. C'est ce rêve du travail libéré de la douleur de la production, liant les individus par l'échange de leurs œuvres qui continue de nous hanter. Toute la peine attachée au travail industriel est ainsi idéalement évacuée.

C'est une pure utopie !

D. M. : Il ne faut jamais oublier que la condition absolue pour que le travail devienne cette pure expression de soi est, pour Marx, l'abolition du salariat. Les socialistes de la deuxième moitié du XIX^e siècle continuent de penser que le travail est la valeur centrale, mais ont oublié cette condition.

Si bien que l'on se retrouve au XX^e siècle dans une incroyable contradiction : le travail, c'est la valeur

suprême qui permet l'expression de soi, mais au sein du salariat. Or le salariat, c'est la subordination.

Juridiquement parlant, le statut de salarié est défini par le « *lien de subordination* ». On hérite au XX^e siècle de cet ensemble très complexe où le travail est à la fois producteur de richesse (avec de la peine et de la sueur), et aussi support du rêve de s'exprimer et de se réaliser complètement. Avec comme condition sine qua non, l'abolition du salariat, laquelle n'advient pas.

Donc, le travail est aujourd'hui à la fois lieu de la subordination et espérance de réalisation de soi ?

D. M. : Nous avons hérité d'une réalité et d'un vécu du travail profondément contradictoires. Le travail est espéré en effet comme réalisation de soi, sécurité et libération de l'individu, mais - au moins pour le travail salarié, qui procure des droits et des protections - au sein d'une relation contractuelle de subordination. On n'a toujours pas aboli le salariat, qui continue de se caractériser par la subordination, c'est-à-dire le fait d'être placé sous le contrôle et l'autorité de quelqu'un qui dirige votre travail.

Devons-nous pour autant rêver de nous débarrasser du salariat ? Certes, il nous faut regarder du côté des coopératives et tout mettre en œuvre pour démocratiser nos organisations de travail, repenser l'entreprise. Mais gardons-nous de jeter trop vite le salariat par-dessus bord ! La condition salariale est tellement dégradée aujourd'hui qu'il me semble plus raisonnable de la conforter plutôt que risquer de tomber dans le fantasme qu'est l'entreprise de soi.



Adopter un régime de partage égal, ou associationniste. »

Vous craignez de critiquer plus avant le salariat comme organisation toujours dominante du travail ?

D. M. : Je crains un retour à la seconde moitié du XIX^e siècle, avant l'invention de l'État providence, tant on nous explique aujourd'hui que le coût du travail est trop élevé ou les droits accordés aux travailleurs trop importants.

Il me semble que nous devons transformer le salariat de l'intérieur, en renforçant sans relâche les droits accordés aux travailleurs et en rendant les organisations de travail - publiques ou privées - véritablement démocratiques.

C'est ce que suggérait au début du XX^e siècle Adeodat Boissard qui, comparant l'évolution des régimes politiques et économiques, pressait ses contemporains de sortir du « *régime de partage inégal* » (encore appelé capitaliste ou salarial), pour adopter un régime de partage égal ou associationniste. Telle me semble être la tâche qui nous incombe aujourd'hui.



Rapport financier 2013

L'année 2013 fut une année particulière du fait de Diaconia 2013 auquel participa activement le CCSC. Avec nos propres moyens et ceux de l'association Georges Hourdin, nous avons pu déléguer des chômeurs ainsi que certains de nos membres à la réunion générale de Lourdes. Ces dépenses furent couvertes aussi par la générosité de nos donateurs. Nous avons bien sûr maintenu nos participations au Collectif Alerte (Uniopss), EAPN, et renforcé nos actions communes particulièrement avec SNC et ATD...

Les recettes exceptionnelles nous ont permis de dégager un résultat de près de 6 000 € qui va nous permettre lors des années ultérieures d'assurer nos dépenses courantes qui tournent autour de 12 000 €, ainsi que des participations à d'autres associations couvrant le même genre d'actions que nous.



Création d'un groupe de discussion : <http://groups.google.com/group/colloque-ccsc> pour continuer le débat.

Infos sur le blog : <http://ccscfrance.com/>

RASSEMBLER

Nous avons eu à Toulouse l'opportunité de rassembler localement les archives de la première maison des chômeurs « Partage » créée en 1986, ainsi que les archives des différents dirigeants conservées jusqu'alors pour partie à leur domicile. A la vente du centre Partage de Thiviers nous les avons enrichies de celles du mouvement national en récupérant entre autres des collections complètes du journal Partage de 1983 à 2001. Compte tenu du lien historique entre le CCSC et les premières maisons des chômeurs, Gérard nous a confié ses archives et de Partage et du CCSC, éclairant à la fois les années de démarrage du syndicat des chômeurs, et le rôle de soutien à l'auto organisation des chômeurs par le CCSC. Le directeur des archives départementales de la Haute Garonne a accueilli favorablement notre demande, visiblement heureux de recueillir des archives privées concernant le chômage. Ses conseils, son soutien et sa collaboration ont été déterminants.

CLASSER

Nous avons créé une association « Archives Partage CCSC » afin de pouvoir engager un stagiaire Master 2 du DAM (Département Archive Médiathèque) de l'université du Mirail et demander quelques soutiens financiers pour ce travail. Le classement papier est consultable aux AD31 : collection de revues, coupures de presse, divers manifestes, échanges européens, compte rendu des 6 Etats Généraux du chômage et de l'emploi de 1988 à 2002, des 8 universités d'été de 1993 à 2000, des correspondances tant syndicales que liées aux Eglises, les rapports d'activités, les nombreux travaux de mémoires des stagiaires accueillis.

CREATION D'UN SITE

Un site a été créé : <http://www.memoirepartage.fr> ainsi qu'une page Facebook, par notre stagiaire avec de nombreux textes, des vidéos et audio, numérisés. Nous attendons le devis d'un professionnel pour reconfiguration plus attractive avec les liens qui vont avec.

MEMOIRE

Il s'agit d'un travail de mémoire pouvant soutenir des travaux universitaires de chercheurs et d'étudiants, encouragé par les archives de France qui organisaient en 2014 un séminaire à Sciences Po Paris sur les « archives de combat » : « *Alors que, en ce début de XXI^e siècle, les cadres traditionnels des sociétés contemporaines semblent voler en éclats, l'engagement social, sous toutes ses formes, connaît un développement remarquable, à tel point qu'il se substitue parfois à des pouvoirs publics déclinants et jugés impuissants.*

Le bouleversement des modèles sociaux et familiaux conduit, depuis un demi-siècle, à l'émergence de discours et d'actions visant à défendre les formes nouvelles ou anciennes de la vie sociale. Le triomphe de modèles inspirés du capitalisme suscite a contrario des mouvements contestant cette suprématie, et vantant d'autres paradigmes. La multiplication des acteurs



de la lutte contre la pauvreté, la solitude ou la précarité, en France et dans le monde, répond ainsi à un besoin croissant de l'ensemble du corps social... »

PROSPECTIVES

En relation avec l'université du Mirail (aujourd'hui Jean Jaurès) et notamment les historiens de « l'histoire immédiate » nous souhaitons à la lumière de ces archives s'étalant sur environ une trentaine d'années, réouvrir des perspectives aux associations de chômeurs afin qu'elles portent le changement indispensable tenant compte de cette troisième révolution industrielle dont parlent entre autre Jérémie Rifkin, Michel Rocard, Dominique Méda, André Gorz et tous les acteurs de l'économie sociale et solidaire et qui nécessitera l'émergence de collaborations nouvelles et pas uniquement la défense des droits des chômeurs au seul regard du modèle salarial qui s'épuise et se rétrécit depuis longtemps déjà !

— Annie Dreuille - AG CCSC

APRÈS DIACONIA 2013

Nous avons choisi pour vous deux passages tirés
des deux livres issus de la démarche Diaconia 2013

La fraternité



Le groupe « Place et parole des pauvres » s'est retrouvé autour de la fraternité. Ce mot nous a fait penser à famille, frères et sœurs, partage, liens, solidarité, ensemble, fête, bonheur, communion. Mais cela nous a aussi fait penser à conflit, jalousie.

A partir de ces mots nous avons réfléchi ensemble et nous sommes très vite arrivés à l'idée que le chemin pour vivre la fraternité c'était la réconciliation et le pardon.

Avec les frères et sœurs, ce n'est pas toujours la grande entente, mais c'est un lien qu'on ne peut pas détruire. Il y a des gens avec qui on s'est tellement engueulés et pardonnés qu'on est devenus des frères. La réconciliation et le pardon, c'est là que se joue la fraternité.



Ça fait des années que j'essaie de pardonner, mais je n'y arrive pas. Il y a des choses qu'on ne peut pas effacer, mais on peut construire du neuf ensemble. Un homme à la prison disait cette semaine : cette nuit je voulais me pendre. A travers le mur mon voisin de cellule m'a parlé toute la nuit. On a tous besoin un jour d'être rejoints dans notre détresse, dans notre solitude. C'est pas pour ça qu'on est des nuls ! Quand j'ai demandé de l'aide à une association pour des papiers, on m'a mis dans la case « on lui demande plus rien ». On n'existe plus, on ne sert plus à rien ! Parce qu'on pense que j'ai des difficultés, je ne peux pas m'engager dans la liturgie ou la catéchèse parce qu'on me le refuse. La fraternité, ce n'est pas seulement voir les pauvres comme des gens qui manquent et qui ont besoin d'être aidés, mais comme des personnes qui ont des richesses à partager.

La fraternité dans la tradition chrétienne

Ce thème qui a inspiré la Déclaration universelle des Droits de l'Homme avait été quelque peu oublié par la pensée chrétienne, comme le déplorait Joseph Ratzinger dans un article sur la fraternité. C'est au Concile Vatican II que le principe de fraternité va davantage apparaître. Mais surtout dans l'encyclique de Joseph Ratzinger devenu pape « *L'amour dans la vérité* ».

Dans l'Ancien Testament

Dès la **Genèse**, Dieu pose la question : « *Qu'as-tu fait de ton frère?* » Et, à la différence de la tragédie grecque, les querelles entre membres des fratries - qui vont jusqu'au fratricide - n'empêchent pas de continuer à croire à la fraternité, d'espérer en elle, comme le montre l'histoire de Joseph et de ses frères en Genèse 37-50. Pour construire cette fraternité, la parole, qui va permettre le pardon et la réconciliation entre les frères, est plus importante que le sang ; comme le relève André Wenin à propos de cet épisode dans la Bible, la fraternité n'est pas complète sans la paternité de Jacob et sans la faiblesse du petit frère Benjamin : c'est à partir de ce frère fragile qu'est retrouvée la joie du vivre ensemble — ce qui annonce déjà l'Evangile.

Le livre de l'**Exode**, fondateur pour la tradition judéo-chrétienne, met en évidence le passage, qui est celui du peuple juif, mais aussi celui auquel nous sommes appelés, « *de la servitude à la fraternité* » : c'est à partir de son expérience au désert qu'Israël va apprendre à vivre la fraternité. Dans l'Exode comme dans le Deutéronome, où le mot frère apparaît 48 fois, la dimension interpersonnelle de la fraternité, que souligne le livre de la Genèse, se voit complétée par la dimension sociale : elle est présentée en opposition à l'esclavage, à l'exploitation économique et aux abus du pouvoir politique.

Quant au texte des **Dix Paroles**, il souligne avant tout, selon J.M. Carrière, la dimension du respect, celui de Dieu (à travers le sabbat) et celui des parents (à « honorer ») ; plus généralement il s'agit de respecter les différences (cf. Lévitique 19, 19), ce qui illustre le commandement relatif à l'étranger : « *L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote et tu l'aimeras comme toi-même car vous avez été étrangers au pays d'Egypte.* »

Il y a une tentative pour articuler la notion de fraternité dans la foi, qui est nécessairement restreinte et la fraternité entre tous les humains - ce qui annonce, là aussi, l'impératif mis en évidence notamment à Vatican II.



L'ENGAGEMENT FRATERNEL

Chronique de Bernard Ginisty du 18 novembre 2014



L'engagement fraternel, source d'humanisation pour nos sociétés et de vitalité pour les communautés spirituelles.

Les 8 et 9 novembre derniers s'est tenu à Lyon le 3^{ème} Colloque de l'Association *Chrétiens et pic de pétrole* sur le thème « *Non-puissance, sobriété et espérance. Quelle société voulons-nous ?* ». A l'origine de cette association, il y a ce constat simple mais ignoré, voire refusé par le système dominant : il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. Si l'Eglise peine à remettre en cause ce système dominant, les militants de cette association remarquent que « *de nombreuses paroles et actions qui se réclament du message de la « Bonne Nouvelle » donnent de réels signes d'espérance (...) et démontrent que la Bible est toujours vivante, toujours au service des pauvres* ».

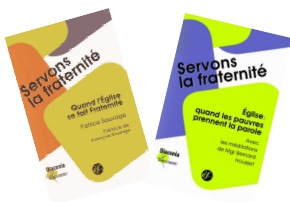
Pour *Chrétiens et pic de pétrole*, le cœur des crises que nous traversons provient de la démesure et du refus de toute limite, qui a envahi l'imaginaire occidental. La réflexion a pour point de départ une conséquence

concrète de cette démesure : le déclin annoncé de l'extraction de pétrole sur la planète, le « pic de pétrole ». Les différentes crises que nous traversons : crises écologique, sociale, culturelle, ne sont pas des crises isolées mais les conséquences d'un problème structurel, systémique : la démesure, l'affaiblissement des valeurs humanistes. L'objectif de *Chrétiens et pic de pétrole* est donc, d'une part, de s'appuyer avec rigueur sur les résultats des recherches scientifiques et anthropologiques et, d'autre part, de rechercher dans les sources chrétiennes et ses développements théologiques les valeurs universelles dans lesquelles il sera possible d'aller puiser, individuellement et collectivement, pour affronter les crises où nous sommes engagés et prévenir celles qui peuvent l'être.

Le 20^{ème} siècle aura vu l'affrontement brutal de l'exigence de la liberté des marchés financiers « sans limite » et celui de l'étatisme « sans limite » au nom de l'égalité. Au fronton des mairies françaises, après les mots égalité et liberté, il y a celui de fraternité. Nous avons pensé qu'il s'agissait d'un vœu pieux. Or, les combats toujours nécessaires pour la liberté et l'égalité, sans une fraternité concrète, deviennent stériles et mortels. Pour le chrétien, la fraternité humaine prend sa source dans la conscience d'une filiation commune

qui peut seule donner la mesure évitant les délires sans limites de l'économisme ou de l'étatisme. L'Evangile nous invite à mettre les « pauvres », au cœur des savoirs et des organisations sociétales non pas d'abord pour les « expliquer » ou en faire les clients des bonnes œuvres, mais pour écouter leur parole. La phrase biblique « *la pierre qu'ont rejetée les bâtisseurs devient la pierre d'angle* » constitue non seulement une vérité spirituelle, mais le fondement même de l'humanisation de nos sociétés et du développement du psychisme humain.

Dans son texte intitulé *La joie de l'Evangile*, le pape François réaffirme avec force ce lien entre la vie communautaire des Eglises et l'engagement concret dans le combat pour la dignité et l'intégration de tous : « *Toute communauté de l'Eglise, dans la mesure où elle prétend rester tranquille sans se préoccuper de manière créative et sans coopérer avec efficacité pour que les pauvres vivent avec dignité et pour l'intégration de tous, court aussi le risque de la dissolution, même si elle parle de thèmes sociaux ou critique les gouvernements. Elle finira facilement par être dépassée par la mondanité spirituelle, dissimulée sous des pratiques religieuses, avec des réunions infécondes et des discours vides* ». ■



Parce que Diaconia c'est maintenant !

Une collection pratique pour vivre la Fraternité en Eglise.

Commander : www.editions-franciscaines.com
contact@editions-franciscaines.com



Le CCSC
présente ses vœux
de meilleure année
à tous ses adhérents,
aux amis lecteurs
et sympathisants.

Publication trimestrielle

C.C.S.C. Centre Jean XXIII - 76 avenue de la Grande Charmille du Parc - 91700 STE GENEVIEVE DES BOIS
CCP 35 267 11 X La Source - <http://ccscfrance.com> - E-Mail : ccsc.vlc@gmail.com - Tél 01 69 46 13 03

Directeur de la publication : Jean-Pierre Pascual

Rédaction : Gérard Marle - Dominique Bourgoïn - François Soulage - Gabriel Teste de Sagey - Philippe Dauger - Catherine Bernatet - Annie Chaton - Marie-Christine Brun
Commission paritaire 76 885 AS - ISSN 1148 2214 - Imprimerie ANAIS-MONDIAL NET - 125/131 avenue Louis Roche 92230 GENNEVILLIERS